



Ensemble Pour La Planète
Initiative citoyenne pour la Nature et l'Homme

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 10 AVRIL 2015

Objet : nouvelle alerte sanitaire chez La Française !

Retour sur le passé très proche...

Comme nous l'indiquions dans notre dernier CDP du 31 mars 2015, l'entreprise La Française a rappelé et retiré du commerce des produits surgelés impropres à la consommation car contaminés par des Salmonelles .

L'entreprise s'est « expliquée » en invoquant la « faute à pas de chance », en l'occurrence la contamination de sa matière première...

Autrement dit, elle s'est déchargée sur ses fournisseurs pour justifier la contamination de saucisses surgelées par des Salmonelles.

Comme à sa fâcheuse habitude, la DAVAR n'a pas non plus assumé ses responsabilités. En effet, elle a totalement blanchi LA FRANÇAISE en **passant sous silence les mauvaises procédures de production et de contrôle** de ce transformateur. **Une nouvelle fois, elle a préféré préserver les intérêts d'un « gros » industriel de la place au détriment de la protection des consommateurs.**

Les néocalédoniens ont désormais l'habitude de le lire ou de l'entendre, « tout est rapidement rentré dans l'ordre et la situation est sous contrôle ».

Cette nouvelle péripétie à Salmonelles intervenait de façon ironique au moment où était proclamée la « journée mondiale de la sécurité sanitaire des aliments » (le 7 avril), Journée mondiale au cours de laquelle **l'OMS a rappelé que les producteurs agroalimentaires SONT RESPONSABLES de ce qu'ils produisent et que les infections intestinales sont à l'origine de 351 000 décès annuels, dont la plupart sont dus à Salmonella typhimurium (pour 52 000 décès) .**

Pour finir, notons que cette crise sanitaire survenait moins de deux ans après un épisode de contamination de **dés de jambon** par des Listeria fin 2013 chez ce même industriel La Française ...

Et aujourd'hui ?

A EPLP, nous avons constaté que depuis plusieurs jours, **les produits de type "jambons tranchés" de la FRANÇAISE ont totalement disparu des rayonnages.**

Et cela ne manque pas de nous interroger...

Pourquoi ces produits n'ont-ils pas été commercialisés « normalement » ?

Est-ce suite à des contrôles libérateurs non conformes ?

Ou bien ces produits ont-ils été livrés PUIS retirés de la vente sans aucune information du public concernant un rappel de lots contaminés ????

Une seule analyse non conforme d'un industriel l'oblige à alerter la DAVAR et à lui communiquer ladite analyse.

En supposant que LA FRANCAISE se soit conformée à ses obligations, c'est l'opacité de la DAVAR que nous incriminons : **ce service public tait des non-conformités...**

Nous demandons au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie communication des résultats des analyses des produits aujourd'hui absents mais que les consommateurs auraient pu consommer avant leur retrait des rayons.

D'autre part, nous informons les acteurs de ce que nous ne manquerons pas de faire réaliser **nos propres analyses** dès que ces produits réapparaîtront en rayon...

Il nous semble que la DAVAR protège de façon bien peu régulière mais systematique les errances des « gros » professionnels (de la charcuterie et d'autres secteurs...).

Nous exigeons qu'elle revoie ses priorités : l'emploi local, c'est bien, la santé c'est mieux !

Nous aimerions être rejoints en cela par les pouvoirs publics que nous interpellons ici.

Pour EPLP, la Présidente,

Martine Cornaille

NB : nous adressons nos vifs remerciements au **Dr C. Kojfer** pour sa contribution à ce dossier.